



Bernard Landry en mission p. 3

Entre fédéralisme et confédéralisme: quelle indépendance pour le Québec?



Magnola p. 6

Ce que les publicités déguisées de la compagnie ne disent pas...



Les belles histoires p. 8

Scoop: grâce à Hollywood et Téléfilm Canada, Charles Binamé tourne, viande à chien

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 11

Août 2001

3,50\$



Heili, Heilo...

On va aux JO.

COUBERTIN BEAU JOUEUR

Les droits de l'Homme... L'important ce n'est pas de les appliquer, c'est d'en avoir entendu parler!



le reste du monde, et puis la démocratie est bafouée, le texte de la Déclaration des droits de l'Homme sert à emballer les crevettes sauce piquante, c'est affreux... Qu'on critique la Chine, pourquoi pas, il y a de quoi faire, mais qu'on se serve des JO comme prétexte, c'est grotesque. Ceux qui opposent l'idéal sportif à la politique du gouvernement chinois devraient être exécutés place Tian'anmen.

Le sport et dans le cas présent les JO n'ont aucune leçon de morale à donner à qui que ce soit. Le Comité olympique, dirigé par un ancien ministre de Franco qui s'est lui-même entouré d'anciens nervis de l'internationale fasciste et de corrompus de toutes sortes, n'est pas autre chose qu'une entreprise capitaliste comme il y en a plein.

Le Comité olympique vend cinq anneaux de couleur tous les quatre ans au plus offrant. Tous les « bénévoles » qui, à travers le monde, bossent pour Samaranch, autodésigné président d'honneur à vie du Comité olympique, sont en fait les représentants de commerce d'une marque et d'un logo. Pour se payer ses putes et ses seringues de caviar, le Comité olympique a besoin de l'argent des sponsors. Les sponsors ont besoin de la « bonne image » des JO pour

promouvoir et vendre leurs merdes. On comprend que le marché chinois fasse saliver les parrains des JO. Il n'est pas plus choquant que le Comité olympique loue son logo à, mettons, Coca-Cola, qui

Ce n'est pas un scandale ponctuel qu'il faut dénoncer, c'est le système qui fait du scandale la norme.

envisage de s'implanter en Chine, que de voir un magasin Sears à Pékin. Sears n'a pas moins fait pour le respect des droits de l'Homme que les JO. Ce serait difficile, étant donné que les JO n'ont jamais rien fait dans ce sens. D'une part, les membres du Comité olympique ne sont pas connus pour être des fanatiques de la démocratie, et puis, d'autre part, le seraient-ils que leurs âmes de chefs d'entreprise les empêcheraient de mêler le commerce à la politique.

Oui, attaquons-nous aux JO, mais comme on doit s'attaquer à toutes les entreprises étrangères prêtes à collaborer avec le régime chinois pour remplir les poches de leurs actionnaires. Oui, attaquons-nous aux JO comme on devrait s'attaquer au capitalisme, ni plus ni moins. Et qu'on arrête d'entretenir le mythe olympique selon lequel battre

quelqu'un à la course à pied, à la perche ou au badminton aurait des vertus morales particulières. On peut être nazi et très bon joueur.

À propos de nazi et de JO, on s'aperçoit encore une fois que ceux qui n'arrivent pas à développer une idée sur plus de trois lignes recourent toujours à la facilité de comparer le méchant du moment à Hitler. Hitler a organisé les Jeux en 1936, le régime chinois les organisera en 2008... Les points de suspension sont là pour laisser le temps au lecteur de se pénétrer de toute l'horreur de la situation... En comparant régulièrement Pol Pot, Saddam Hussein ou Milosevic à Hitler, on minimise du coup l'œuvre destructrice du Führer. En comparant le Hitler de 1936 aux dirigeants chinois d'aujourd'hui, on commet également une imbécillité. Si on compare le nombre de morts dont est responsable le Hitler de 1936 et celui dont est responsable le régime chinois jusqu'à ce jour, Hitler passe vraiment pour un social-démocrate.

Le régime chinois n'est pas pourri que pendant les JO, et le Comité olympique n'a pas été plus ignoble qu'à son habitude. Ce n'est pas un scandale ponctuel qu'il faut dénoncer, c'est le système qui fait du scandale la norme.

CHARB
(Charlie Hebdo, n° 474)

Gênes et pourriture

Je me trouvais près de Boston lorsque s'est déroulé le sommet du G-8 à Gênes. Les commentaires plaqués sur les images des manifestants n'y différaient guère de ceux que nous avions entendus à l'occasion du Sommet de Québec. Ils ne devaient pas différer non plus de ceux qui pouvaient être entendus le jour même à Londres, Paris, Rome ou ailleurs encore. Pour l'essentiel, ce commentaire médiatique se résumait à ceci: « un avant-groupe de manifestants cherche, dans le cadre de ces sommets, à briser le pacifisme de nos sociétés démocratiques et à donner une impression de guerre ouverte contre l'ordre des choses. »

Sur cette toile de fond, le Premier ministre du Canada pouvait donc affirmer sans rire une fois de plus que ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à se faire élire. Et ses acolytes peuvent, d'une voix commune, regretter que les polices de leur pouvoir, armées de pied en cap, abattent un manifestant, tout en condamnant la violence des manifestants...

Seulement voilà: les médias qui partout génèrent ce commentaire à la dérive du réel ne peuvent ni ne veulent comprendre que se sont les conditions historiques présentes qui produisent ce mouvement global de refus violent de l'ordre social voulu par les maîtres du monde. Des citoyens qui se déplacent soudain par milliers ne sont qu'un effet de ce ras le bol global à l'égard des

puissants et de leurs sbires. Malgré cela, ce monde médiatique trouve plus commode de croire que son univers est mis en cause par une fraction sociale étroite de la société plutôt que de convenir qu'il est de plus en plus ridiculisé par le temps lui-même...

Journaux, radios, télévisions et les pouvoirs qu'ils soutiennent en sont donc réduits à fixer leur attention sur la manifestation en apparence la plus violente contre leur influence tandis que, dans les faits, c'est l'époque elle-même qui commence à réclamer qu'on condamne ce qu'ils représentent le mieux.

L'émergence d'un vaste mouvement de contestation planétaire depuis la manifestation de Seattle représente une

avancée extraordinaire. Mais il manque toujours à ce mouvement les moyens pour établir un véritable rapport de force. Pour le moment, le milieu contestataire, fruit de ce qu'il affirme combattre, ne possède en fait rien d'autre pour réussir que ses bonnes intentions. Il ignore encore à peu près tout de la nécessité de porter la lutte au-delà des rues où on l'attend de pied ferme, souvent depuis des semaines.

Des bonnes intentions, c'est bien. Mais cela ne peut suffire pour triompher.

D'un autre côté, certains groupes, opposés en principe à la mondialisation du monde telle qu'elle se joue,

œuvrent en pratique au renforcement de ce qu'ils affirment combattre. Ainsi, on voit sans cesse des groupes travailler à la mise en place des conditions de calme nécessaire pour que les discussions des maîtres puissent se dérouler somme toute dans le calme et la paix. Ce sont d'ailleurs d'ordinaire les groupes que les médias aiment le mieux entendre puisqu'ils les rassurent dans leur position de régulateurs sociaux.

Les bonnes âmes dont je parle ont beau clamer qu'ils protestent eux-aussi, ils n'en sont pas moins les prisonniers de l'aliénation du spectacle ambiant. Pensez seulement à cette lamentable Françoise David qui encourageait, lors du Sommet de Québec, des milliers de personnes à s'éloigner du centre de la ville, injustement au plus fort du Sommet... Pensez encore que, à l'occasion de la rencontre de Gênes, des centaines de pacifistes qui montraient des mains peintes en blanc seront à ce point vus par les médias qu'ils en deviendront pour ainsi dire absents. Qu'est-ce qu'une action qui vous vaut d'être cité en exemple par ceux-là mêmes que vous êtes supposés combattre? Comme processus d'autodisqualification, plusieurs sous-groupes du mou-



vement antimondialisation produisent ainsi de petits bijoux dont je n'ai peut-être pas cité les plus étonnants.

Il y a encore dans le mouvement antimondialisation une naïveté qui s'accorde mal avec la gravité des questions en cause.

Que dans les conditions actuelles de l'existence humaine la population du globe devienne vaguement révolutionnaire, en espérant que les pouvoirs qu'elle pense combattre en arriveront vaguement à s'amender, c'est la moindre des choses. Mais qui a un tant soit peu examiné ce système sait qu'il ne s'effondrera pas de lui-même.

La pourriture tient longtemps debout, à moins d'être secouée vivement.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

UNE FOIS STUN GARS..

HAHA

TIF TIF

HA

HAW

HAHA

R.S.

L'herbe est toujours plus verte ailleurs, dit-on d'habitude, mais pas pour Serge Ménard. Depuis les tragiques événements qui ont marqué le Sommet du G-8 à Gênes, Serge Ménard ne trouve rien de mieux à faire qu'à y puiser les justifications pour la violence de ses propres policiers à l'occasion du Sommet des Amériques, en avril dernier. Brutalité, avez-vous dit en parlant de Québec? Un blessé vaut mieux qu'un mort, semble penser Ménard. Avec ce type de raisonnement, on n'ira pas loin dans le respect des droits de la personne.



Courriel _____



Au diable le modèle européen !

La mission officielle de Bernard Landry à Bruxelles s'est terminée dans la confusion. Ses hôtes belges le félicitaient d'avoir adopté une position fédéraliste, alors que le visiteur québécois louait le caractère confédéral de l'Union européenne.

Or les Européens en sont réduits à bâtir une Europe qui soit à la fois fédérale (pour l'Allemagne) et confédérale (pour la France). Les deux à la fois. La quadrature du cercle.

Quoi qu'il en soit, Bernard Landry fait fausse route s'il croit que son projet d'une confédération à l'europpéenne l'aidera à vendre la souveraineté.

Bien sûr, les sondages donnent la cote aux questions qui semblent adoucir la rupture avec le Canada. Ainsi, le confédéralisme succède au partenariat et à l'association. Transformer une simple province comme les autres en pays souverain, c'est un changement considérable. Face à cette perspective, une attitude de prudence n'a rien d'étonnant. Ce que disent les sondages, c'est tout simplement que les Québécois tiennent à ce qu'un Québec indépendant établisse des liens importants avec le Canada, son voisin à l'est comme à l'ouest. Une lapalissade plutôt qu'un jugement politique bien mûri.

Le hic, c'est que pour établir ces liens, il faut d'abord faire l'indépendance. Sans une majorité qui se rend à cette évidence, la cause est perdue.

Ceci dit, il reste à savoir quelle question référendaire poser la prochaine fois. Le *clarity bill* d'Ottawa est une horreur, parce qu'il met le Québec en tutelle. Mais Chrétien, Dion et les autres ont raison de soutenir que cette question devra être claire. Or il y a une ambiguïté dans toute question qui, comme celles de 1980 et de 1995, prétend décrire la nature des futurs liens entre le Québec et le Canada. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il est absurde de croire que le Canada négocierait de bon gré, à l'avance, les conditions de la séparation. Les liens ne pourront être négociés qu'après une victoire référendaire. Cette négociation pourra s'échelonner sur plusieurs années, car on peut prévoir que le Canada, désormais coupé en deux, sera de fort mauvaise humeur.

Ainsi, les liens seront négociés entre deux États souverains, d'égal à égal, et non pas dans le piège que représentent les négociations consti-

tutionnelles canadiennes, à treize ou quatorze interlocuteurs.

Du reste, poser la question préalablement, c'est permettre aux adversaires de dresser des épouvantails en jurant qu'il n'y aura ni association, ni partenariat ni confédéralisme à quelque sauce que ce soit. Entre autres causes de l'échec, c'est ce qui s'est produit en 1980 et en 1995.

Quelle question référendaire serait claire? Celle-ci, par exemple:

«Voulez-vous que le Québec cesse d'être une province canadienne et devienne un pays souverain?»

Quant au modèle européen, il n'impressionne guère les Québécois dont les liens émotifs avec les «vieux pays» appartiennent au passé plutôt qu'à l'avenir. C'est dommage, à certains égards, mais nous sommes d'Amérique, et là-dessus on n'a pas de raisons de contredire les sondages.

Il en irait peut-être autrement si le modèle européen s'imposait par sa clarté et sa fécondité et jouissait d'une adhésion massive. Au contraire, de conférence en conférence et de traité en traité, le projet d'Union s'obscurcit. Rien n'assure qu'il dépassera significativement le stade de l'Union monétaire et du Marché commun. Les européanistes comme Jacques Delors ont beau s'efforcer de gommer la différence entre fédéralisme, où le poids de chaque membre est fonction de sa population, et confédéralisme, à base paritaire, le fossé entre la position fédéraliste de l'Allemagne et celle que partagent la plupart des autres membres semble impossible à combler. De Gaulle, on s'en souvient, proposait «l'Europe des patries».

De sommet en sommet, le projet d'Union piétine. Un seul des quinze membres, l'Irlande, a soumis à un référendum le traité issu du sommet de Nice. Les autres n'ont pas osé. 54% des Irlandais ont dit non, avec 65% d'abstentions. C'est l'impasse. De son côté, le premier ministre britannique, Tony Blair, a promis de soumettre à un référendum l'adoption de la monnaie unique, l'euro.

Revenons au Canada. En politique, le choix des mots est très important. Ainsi, il vaut mieux ne pas proposer une confédération à des gens qui vivent déjà sous le régime d'une confédération, fût-elle ainsi nommée erronément.

PIERRE DE BELLEFEUILLE



Red light

Vieilles capotes, seringues, sacs de chips et sandwichs écrapoutis sur champ de bouette labouré de traces de pneus: Bienvenue dans notre beau red light. Embellir la ville, ça devrait commencer par éliminer la *dump* qui nous saute dans la face depuis toujours en sortant du ridicule édifice de la station de métro St-Laurent. *Continuité*, Le magazine du patrimoine au Québec, publiait dans son numéro du printemps 2001 un dossier spécial sur le boulevard St-Laurent et invitait la population à visiter ce patrimoine multiethnique unique, reconnu comme «corridor historique national» en 1998 par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Au cours des 30 dernières années, des milliers de touristes, tous les ans, ont fait connaissance avec Montréal en débarquant dans ce terrain boueux.



Les tics

Le bégaiement est l'un des tics les plus désagréables pour qui en est affligé. En politique, le bégaiement conduit souvent au ridicule. Ainsi en est-il de Bernard Landry qui, ministre des Finances, avait commenté l'achat des quotidiens de Conrad Black par Power Corp. en disant faire «confiance à l'éthique capitaliste.» On l'avait cru bien naïf alors. Mais voilà que devenu Premier ministre, il récidive en commentant dans les mêmes termes la transaction qui fait passer TVA dans le giron de Quebecor. «Je fais confiance à l'éthique capitaliste...». Ce type de bégaiement ne se soigne pas, paraît-il.

MICHEL RIOUX

Les ordures

Tout le monde dit que c'était un grand romancier, le Mordecai. Fort bien. Ce doit donc être vrai. Son décès a donné lieu à un panégyrique auquel tous ont voulu contribuer, Le Devoir ne demeurant pas en reste quand vint le temps de jouer de l'encensoir.

On a dit qu'il avait été dur à l'égard de tout le monde: les anglophones de Montréal, ses coreligionnaires, les Albertains et qui encore.

Mais il s'en est trouvé fort peu pour rappeler que son profond mépris pour les Canadiens-français l'avait conduit à se comporter comme le plus vulgaire des menteurs quand venait le temps de donner plus de poids à ses calomnies, répandues la plupart de temps dans les magazines les plus prestigieux des USA. Des milliers d'Américains ne sont pas loin de nous considérer comme de dangereux fascistes grâce aux bons soins du Mordecai. Dans le tas, rappelons le mensonge de la prétendue chanson nazie chantée le soir du 15 novembre 1976 et celui du perroquet arrêté par la police de la langue pour avoir parlé anglais dans un *pet shop*. Sans parler de ces femmes d'ici qui se reproduisaient comme des truies: «*Families of a dozen children were not uncommon. This punishing level of reproduction, wich seemed to me to be based on the assumption that women were sews.*»

Parmi toutes ces belles choses qui ont été dites sur le grand homme, il y a celle voulant qu'il ait été un bon père de famille. Fort bien. Ce qui, par ailleurs, ne le guérit jamais de ce mépris récurrent qu'il nourrissait à notre endroit. On raconte aussi qu'Adolf Eichmann adorait les roses et qu'il savait les cultiver comme pas un. Ce qui, par ailleurs, ne fut d'aucun secours pour les millions de Juifs assassinés dans les camps de la mort.

Comme me le disait un ami qui commentait le départ du grand homme: Richler, c'est le plan B plus les ordures!

MICHEL RIOUX

Ô Canada

À l'occasion de la fête de la Confédération, le grand poète de la technocratie fédéraliste Roch Carrier y allait d'une envolée lyrique passionnée en hommage aux chiffons rouges, aux petits soldats volontaires qui vont faire les sales jobs de bras de Washington à l'étranger, et aux «chevaliers de l'industrie» qui ont «tissé» le Canada, ce grand pays multiethnique. «J'ai vu dans les écoles des petits visages aux couleurs aussi variées que la boîte de crayons à colorier de mon enfance». On peut les voir partout, ces petits visages allant du bleu poudre au bleu ciel, du vert feuille au vert tendre, en passant par la gamme de toutes les teintes magentas et violacées.

Un grand poète, vraiment.

JACQUES BOUCHARD

Recyclage

Pendant que la STCUM est débordée par l'amoncellement de papier journal abandonné dans ses véhicules et sur les quais des métros, le journal *Métro* cherche une façon d'inciter ses lecteurs à ramener leur exemplaire à la maison. Qu'est-ce qu'ils croient que les lecteurs pourraient bien faire de leur circulaire? L'époque où la gazette servait à l'hygiène personnelle est révolue.

JACQUES BOUCHARD



Les faiblesses canadiennes

Suite au déclassement du Canada comme *plusse meilleur* pays du monde par l'ONU, Chrétien admet que son gouvernement devra faire beaucoup pour combattre la pauvreté. «Là où on faible, ce n'est pas parce que les riches ne sont pas assez riches (on a travaillé fort là-dessus depuis la Confédération), c'est parce que les pauvres n'ont pas assez», a-t-il dit. Là où on est encore plus faible, c'est d'avoir besoin de l'ONU pour nous en rendre compte.



Y'é passé vite comme un pet

Dans un papier-plogue sur un gala juste pour rire, Jean Beaunoyer lèche un peu la raie de son ancien boss en passant: L'invité suivant n'est pas un humoriste [...] il a passé au gala en nous disant «J'ai passé au gala» et s'en est retourné. L'homme qui a laissé un bon souvenir à La Presse se nomme Roger D. Landry. On regrette surtout que son passage à La Presse, de même que sa carrière de bouffon de cour et de lobbyiste néolibéral, n'aient pas été aussi brefs.

JACQUES BOUCHARD

Une chambre chez Hitler



Non, ceci n'est pas une photo de Spencer Tunick prise devant la Place des Arts.

L'ancien centre de commandement de Hitler durant la Seconde Guerre mondiale sera bientôt transformé en hôtel luxueux par une entreprise privée. Les travaux destinés à transformer l'imposant chalet de Berchtesgaden, situé dans les Alpes bavaroises, ont débuté en juillet. L'hôtel comptera 140 chambres ainsi qu'un parcours de golf.

C'est la société américaine Interconti ainsi que la banque bavaroise Bayerische Landesbank qui gèrent conjointement le développement du site. Ils ont promis de faire le nécessaire pour éviter que l'hôtel ne devienne un lieu de pèlerinage pour les néo-nazis.

«C'est un endroit très sensible» a déclaré Kurt Faltlhauser, ministre des Finances de la Bavière. Mais c'est un lieu qui, à son sens, peut tout de même être exploité sans trop de considérations particulières: «Ce n'est pas un lieu où il y eut des victimes, comme Auschwitz, mais plutôt l'endroit où les dirigeants nazis faisaient la fête quand le reste du monde autour d'eux volait en éclats.» N'hésitons plus, alors! Faisons voler le monde en éclats et festoyons! (Proverbe capitaliste).

En 1945, après le bombardement de Berchtesgaden, durant les derniers jours de la guerre, les soldats américains utilisèrent les quelques bâti-

ments encore intacts comme complexe de loisir et ce jusqu'à leur retrait du lieu en 1995. En 1998, les 106 hectares furent vendus à un investisseur privé.

Parmi les bâtiments du Führer à peu près intacts que le site permet encore de voir, il faut compter le salon de thé. C'est dans ces lieux que fut planifiée l'invasion de l'Union soviétique par les nazis.

Construit à 1834 mètres d'altitude, le chalet du Führer – baptisé le Berghof – fut offert au dirigeant nazi pour son cinquantième anniversaire, en 1939.

P.C.



L'emprise de l'empire américain

Loin de décliner, l'empire américain sur le monde échappe de plus en plus à toute contestation. Le rôle des États-Unis comme arbitre entre Israël et l'Autorité palestinienne en offre une illustration éloquent. Ce rôle incomberait normalement aux Nations Unies et aux pays de la région touchée. Le fait qu'il soit confié aux USA est d'autant plus étonnant, et même révoltant, que les Américains sont des alliés indéfectibles d'Israël. Il va sans dire que l'arbitrage suppose la neutralité.

Le déséquilibre est patent. Le leader israélien Sharon pousse des cris de virginité offensée contre les terroristes palestiniens, alors que l'État d'Israël lui-même est né dans le terrorisme, dans les années 40, lorsque les mandataires britanniques ont décidé de freiner l'implantation de colonies juives en Palestine.

Ce même Sharon, un militaire, a joué un rôle dans le massacre des camps de réfugiés de Sabra et Chatila, au Liban, en 1982, rôle qui a été reconnu par une commission d'enquête israélienne. C'est maintenant sous ses ordres que les troupes israéliennes utilisent des armes de guerre contre des lanceurs de pierres, et que l'implantation de nouvelles colonies juives en territoire palestinien se poursuit.

Personne ne réclame un arbitrage impartial. Même pas les pays arabes, sauf peut-être dans le secret des chancelleries.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Les discours troués du Président



Il faut voir les situations dans leur tout. Le discours officiel de Washington en matière de politique étrangère escamote des éléments d'une extrême importance. L'action du plus puissant pays étendant sur le monde sa force et son hostilité latente, action impérialiste, soutenue par les armes et on ne peut plus aliénée au capitalisme, donne lieu à un discours tendancieux comme le veut la propagande.

Par exemple, selon ce discours, l'Amérique se construit un système «défensif» – mais en réalité voilà cette force dans le ciel, d'où elle pourrait dominer la terre de toutes les façons, y compris par l'offensive, selon les engins qu'on y mettrait. Il serait étrange que cette possibilité n'existe pas.

Ne montrer que certains aspects de ce dont on parle, c'est un vieux procédé, bien entendu. Mais avec les moyens de communication modernes, c'est un procédé tout puissant. Car ces moyens influencent directement les masses, peu capables de critique, et les masses suivent.

Allons plus loin. Admettons, pour fin de discussion, que le dispositif spatial dont il s'agit

dans l'esprit du Président serait purement défensif. Le discours officiel, abstrait, évite de montrer les conséquences probables même de cette construction soi-disant défensive sur l'esprit de guerre dans le monde, bellicisme qui serait alors égal à une menace accrue de domination, situation donc remplie d'inconnues et de tensions nouvelles, aux conséquences imprévisibles, malgré le Bouclier, achevé

Il suffirait d'écrire, en marge de ce que Bush dit, ce qu'il ne dit pas. Le commentaire critique sur sa politique pourrait consister tout simplement à compléter ses phrases...

projet de bouclier. Washington veut rompre l'équilibre militaire mondial. Il n'y a vraisemblablement rien de plus risqué, de plus susceptible de provoquer des bouleversements. Mais cela est passé sous silence.

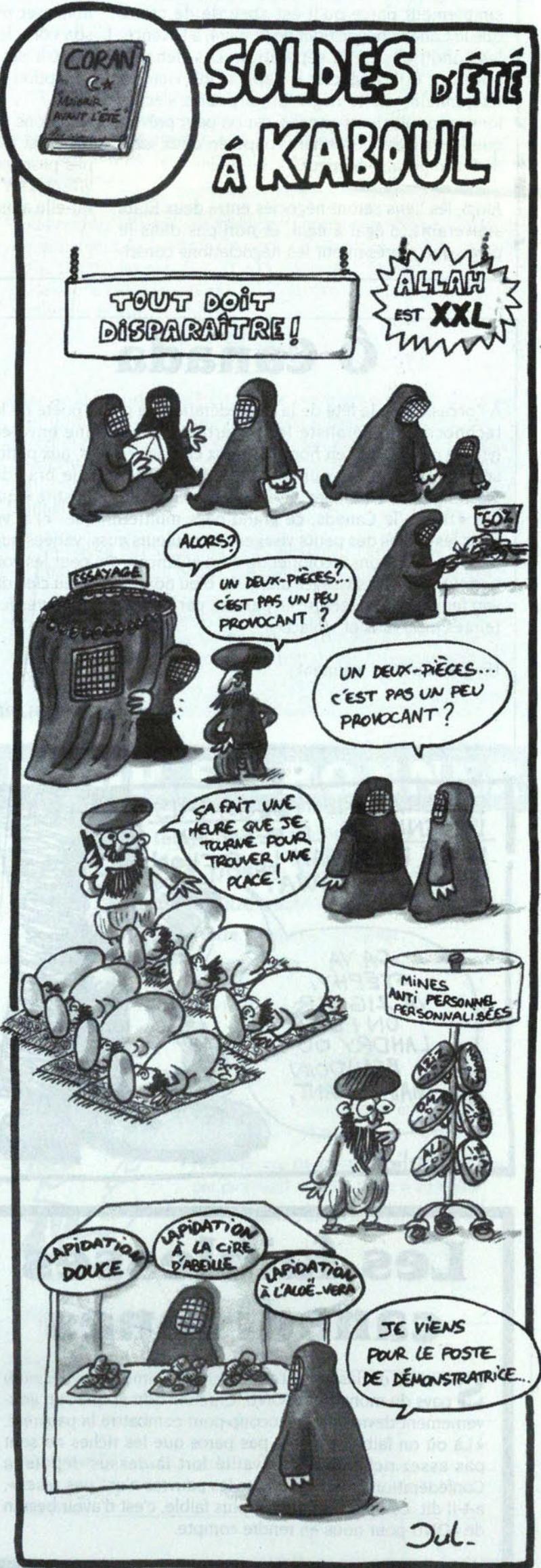
Les omissions de Bush cachent des *mais* qui disent tout. Les médias répercutent son discours, forcément, ce qui l'établit comme réalité, voire comme vérité.

Dans ces conditions, le président des États-Unis peut dire n'importe quoi. Par exemple, pour justifier la «défense» préventive représentée par le Bouclier et pour justifier aussi la militarisation de l'espace, il invoque la «menace» de pays secondaires, les États-voyous, comme il les appelle: Iraq, Iran, Corée du Nord. Cela remplit d'étrange façon les trous d'un discours plein de lacunes qui ne sont pas innocentes.

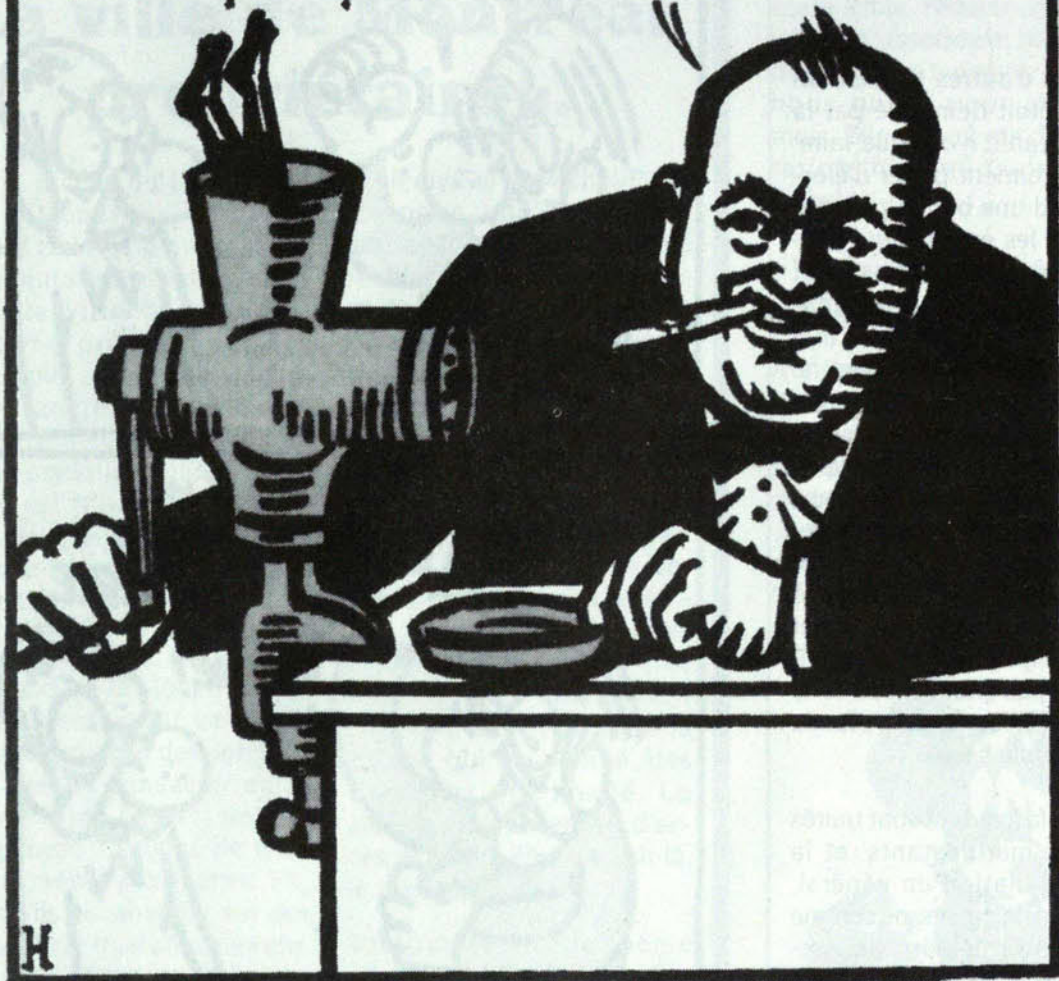
Bush, qui visiblement se hâte, ne dit pas non plus que c'est pour mettre son pays, ses alliés et le monde devant le fait accompli. Son initiative, aussitôt commencée, serait irréversible en effet. Elle l'est probablement déjà, du reste. Car un pouvoir se dédit rarement, ne se dédit pas.

Il suffirait d'écrire, en marge de ce que Bush dit, ce qu'il ne dit pas. Le commentaire critique sur sa politique pourrait consister tout simplement à compléter ses phrases... Il serait cinglant.

PIERRE VADEBONCEUR



Qui ne paie pas ses dettes m'enrichit!



Dette Presser le citron

D'après la Banque mondiale, en 1998, la dette des pays du Sud était égale à 230 milliards de dollars (6% des dettes mondiales). C'est pas plus que la dette du Japon (2000 milliards), ou beaucoup moins que la dette publique des États-Unis (5000 milliards), ou la dette des ménages américains (6000 milliards).

Le problème, c'est que le Sud est plus peuplé et plus pauvre que le Nord. Par exemple, la dette de l'Afrique subsaharienne est de 235 milliards de dollars. Un peu moins que celle de la Belgique (250 milliards), sauf que la Belgique représente 20 millions de personnes et l'Afrique subsaharienne 600 millions, et que le revenu du Belge est cinquante fois plus élevé que le revenu de l'Africain.

Comment les pays du Sud se sont-ils retrouvés dans cette panade? Les banques ont refilé à bas taux d'intérêt des milliards aux pays en développement sur l'air du «développez-vous, achetez et emportez sans payer» scandé par les crétins de la Banque mondiale et du FMI, les plus grands faiseurs d'éléphants blancs et arroseurs de dictateurs de la planète. De 1968 à 1980, la dette publique des pays du tiers-monde a été multipliée par douze.

1982, panique, crise mexicaine: les Mexicains, endettés jusqu'au cou, disent «basta», les banquiers du Nord tremblent, les gouvernements interviennent pour assurer des filets de sécurité des banques via les contribuables. Les banques du Nord provisionnent leurs créances douteuses. Dans leur bilan, dès la fin des années quatre-vingt, la dette du tiers-monde ne représente plus rien. Au même moment, Thatcher et Reagan triomphent: le monde bascule vers le capital.

Catastrophe pour les pays du tiers-monde: les taux d'intérêt explosent. Engagés dans des programmes permis par l'endettement à

bas taux, ils empruntent à nouveau pour achever leurs éléphants blancs (qui, par définition, ne s'achèveront pas ou ne produiront rien) et, pire, pour rembourser. Se met en place un «effet boule de neige» bien connu des pays soumis à l'usure: au début, tu empruntes, puis tu empruntes pour rembourser les emprunts; or, comme chez tout usurier, plus tu empruntes, plus tu payes cher les emprunts, donc tu empruntes encore plus jusqu'à ce que tu te suicides.

Le Nord change son fusil d'épaule et passe d'une politique d'argent facile à une politique «d'ajustement structurel»: du fric pour rembourser vos emprunts, oui, mais du fric cher, car les monnaies nationales sont dévaluées de façon drastique. Le plan d'aide est accompagné d'un plan de réduction des dépenses publiques, de privatisation, de destruction de tout ce qui est collectif ou communautaire, de pression sur les salaires et diminution de la pression fiscale sur le capital «afin de favoriser la liberté d'entreprise» (on ne rit pas) et «d'attirer à nouveau les prêteurs.» Les taux d'intérêt élevés sont aussi supposés attirer les prêteurs. Et d'ailleurs ils les attirent: depuis 1998, les deux tiers de la dette contractée par l'Afrique subsaharienne sont liés aux intérêts sur les emprunts antérieurs.

L'ajustement structurel refuse le développement autocentré et favorise les exportations. Or qui exporte? Les multinationales installées sur place. Qu'exporte-t-on? Des matières premières, des bois tropicaux, des bananes et du café. Le Sud s'enfonce dans la production de produits incorporant de la main-d'œuvre non qualifiée, tandis que le Nord bouffe des bananes, chausse des Nike et produit des logiciels et de l'assurance-vie. L'ajustement structurel est un assassinat.

ONCLE BERNARD
(Charlie Hebdo, N° 474)

Déchets nucléaires à La Hague et ailleurs

En France, dès 1986, le site de stockage de La Hague, dans la Manche, déborde de déchets. Des terrains peu coûteux sont achetés dans la forêt de Soullaines où s'ouvre, en 1992, un site de stockage pour déchets moyennement radioactifs, soit d'une durée de vie d'environ 300 ans.

Comme si cela ne suffisait pas, on ouvre un site pour des déchets très radioactifs à 60 km de là, dans la Meuse. Et on installe un site pour déchets faiblement radioactifs dans l'Aube, à Morvilliers. Le gouvernement français songe à lancer de nouveaux réacteurs nucléaires en 2006.

Du côté des États-Unis, la présidence a annoncé que son nouveau programme énergétique tiendrait compte de la construction de centrales atomiques.

À la suite de la crise énergétique qui a frappé la Californie, le gouvernement a même laissé entendre que cet État pourrait être parmi les premiers à «bénéficier» de nouveaux réacteurs.

En Russie, le gouvernement Poutine a annoncé qu'il entendait relancer son programme nucléaire par la construction d'une vingtaine de réacteurs d'ici 2020. Pour s'assurer du financement nécessaire à cette entreprise, le gouvernement Poutine songe à vendre sa technologie nucléaire à divers pays, dont la Corée du Nord et l'Inde.

Rebelles

Le trimestriel *Rebelles* consacre dans son numéro d'été 2001 l'essentiel de ses pages à des articles qui font le point sur le Sommet de Québec. À lire. Il faudra cependant faire un effort pour trouver le numéro: la revue n'est plus disponible (ou presque) que par abonnement: faites un chèque de 8\$ aux Éditions Rouge et Noir, c.p. 205, succ. «C», Montréal, Québec, H2L 4K1

Tout nu

«Nue», tel est le nom du nouveau parfum pour femme d'Yves Saint-Laurent. Le fabricant espère que ce parfum lui permettra de couvrir ses découverts, semble-t-il de plus en plus nombreux.

CONFIT D'INTÉRÊTS

L'évangile néolibéral selon St-Luc... Lavoie

«L'ambition fait souvent accepter les fonctions les plus basses; c'est ainsi que l'on grimpe dans la même posture que l'on rampe»

- Jonathan Swift

Luc Lavoie a vu le jour dans le quartier bourgeois et cossu de Rimouski. C'est là qu'il a commencé, avec son petit copain Jacques Labrie, à ramper et marcher à quatre pattes. Très tôt nos deux ambitieux ont appris l'importance de bien communiquer et de soigner leur image pour obtenir quantité de bonbons et bébelles. Ils ne se doutaient pas alors que, plus vieux, ils seraient payés pour faire la même chose pour des firmes de relations publiques. Lavoie et Labrie sont devenus respectivement **vice-président exécutif** chez **National** et **vice-président exécutif** chez **BDDS Shandwick**.

Alors qu'il était à peine plus haut qu'une borne fontaine, Luc rêvait de devenir avocat. Puis il a grandi et son ambition a fait de même. Mais comme il n'avait pas la piqûre pour les études avancées, il a compensé cette lacune en s'appliquant à se constituer un puissant réseau de contacts. Luc s'est rapidement senti à l'étroit à Rimouski et avant de lever les voiles vers le plus grand village du Québec il en a profité pour épouser la fille d'un notable de l'endroit. En 1976, âgé d'à peine 20 ans, **Lavoie** a fait ses premières armes en journalisme avec son copain Labrie à la **Presse Canadienne** à Québec. Puis ce sera le réseau **TVA** où il sera correspondant à **Ottawa**, le magazine **L'Actualité**, le réseau **CTV**, **Global TV** et **CNN**. Pendant 10 ans, de 1976 à 1986, **Lavoie** va tisser une toile gigantesque de contacts parmi les personnages les plus influents de la politique et du milieu des affaires.

Lavoie est un brillant joueur d'échec. Dans la vie comme aux échecs, il déteste perdre. Il est prêt à n'importe quel sacrifice pour remporter la victoire. C'est un battant qui ne fait aucun prisonnier, que des victimes. Cette attitude de mercenaire attirera l'attention du clan de **Brian Mulroney**. Dès 1986 Lavoie se retrouvera aux côtés de **Serge Rivest**, un mandarin du **Parti Progressiste Conservateur**, aujourd'hui recyclé dans les communications. Puis Lavoie est nommé **chef de cabinet du ministre de l'énergie, Marcel Masse**, tout en lui donnant le titre de **conseiller principal du parti**, puis celui de **directeur de cabinet adjoint du premier ministre du Canada**. Lavoie fera également la connaissance de **Roger Nantel**, le conseiller en communications de Mulroney et ancien associé d'affaires en relations publiques de **Luc Beaugard** et de **Roger D. Landry** (voir *Le Couac*, mai 2001).

En 1988, Lavoie joue un rôle important dans la réélection de Mulroney à titre de **premier ministre du Canada**. Durant cette campagne électorale, Mulroney donne tout un vote de confiance à son jeune poulain en l'envoyant gambader au **Saguenay** pour s'occuper de la campagne d'un **ancien ambassadeur du Canada à Paris**, qui éprouve alors des difficultés à se faire élire, un certain **Lucien Bouchard**. Ce dernier lui sera toujours reconnaissant pour ce coup de main inespéré. Lavoie deviendra un ami intime de Lucien Bouchard. Il l'accompagnera même lors des vacances familiales de ce dernier en **Californie**. En 1996, alors qu'il devient **premier ministre du Québec**, le premier geste de **Bouchard** est d'inviter Lavoie et Luc Beaugard, **deux fédéralistes convaincus** œuvrant pour le cabinet de relations publiques National, à un souper privé dans un restaurant huppé du centre-ville de Montréal. Ce fut le premier souper privé donné par Bouchard, mais pas le dernier. Une bonne trentaine se tiendront à l'automne 1996 avec les ténors de l'establishment montréalais et le **maire de Québec, Jean-Paul Allier**. Les heureux élus: **Laurent Beaudoin** (**Bombardier**), **Jacques Bougie** (**Alcan**), **Micheline Charest** (**Cinar**), **John Cleghorn** (**Banque Royale**), **Gilles Jarry** (**Banque de Montréal**), **Phyllis Lambert** (**Centre canadien d'architecture**), **Brian M. Levitt** (**Imasco**), **Éric Malloff** (avocat chez **Martineau Walker**), **Ronald Y. Oberlander** (**Abitibi-Price**), **Pierre Parent** (**Promexpo**), **Pierre Péladeau** (**Québécor**), **Michael Rosenberg** (**Rosdev**), **Henri-Paul Rousseau** (**Banque Laurentienne**) et **Charles Sirois** (**Télé globe**). Ces bons messieurs dames sont tous, entre autres choses, des initiés du réseau d'affaires tissé serré de **Lavoie**.

Luc Lavoie est influent, mais cela ne l'empêche pas d'avoir des loisirs. Ce boa constrictor qui serre de près les puissants de ce monde, aime bien se prélasser dans le sous-sol de sa résidence du quartier Snowdon à Montréal, où il rêve en contemplant les murs remplis des photos de ses précieux contacts, amis et rencontres exceptionnelles, dont **Jean-Paul II** (pape tremblotant), **Georges Bush père** et **Louise Fréchette** (numéro deux à l'ONU).

Le mois prochains nous ramperons hors du sous-sol de Lavoie pour nous attarder à son travail, c'est-à-dire la fabrication d'images sur mesure pour des personnalités et des corporations.

BENOIT PERRON ET FRANÇOIS PATENAUDE

TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal...
Tailles: médium

Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.



La nouvelle démocratie privatisée

Quand Pierre Pettigrew, par exemple, nous déclare que s'opposer à la mondialisation des marchés, c'est s'opposer à la démocratie, il faut comprendre « Que les peuples s'écrasent et laissent les gens sensés brasser entre eux les affaires sérieuses. » Autrement dit, Pettigrew redéfinit la démocratie. Voilà qui est révélateur et inquiétant. Avec le néolibéralisme, la démocratie prend un sens nouveau, un sens qui est dicté par ceux qui ont entre les mains le pouvoir et l'argent. Cette redéfinition sournoise se réalise à l'insu des peuples, dont une bonne partie, analphabète ou presque, n'est pas prête de voir clair dans cette manipulation de l'opinion, cette dictature de la pensée.

Jamais comme avant, pourrait-on croire naïvement, la démocratie n'a-t-elle autant été mise à l'honneur que dans les discussions de nos bons dirigeants sur la ZLÉA, lors du Sommet des Amériques tenu à Québec en avril dernier. Quelle farce grossière : alors qu'à huis-clos, les chefs d'État parlaient « démocratie », les milliers d'opposants à la mondialisation des marchés telle que prévue dans l'accord sur la ZLÉA étaient brutalement « contenus ». À peine trois mois plus tard, à Gênes, dans le cadre du sommet du G-8, l'histoire se répète. Des dizaines de milliers de manifestants tentent d'exprimer leur opposition à la mondialisation (des centaines sont blessés, au moins un est mort) et les dirigeants répondent en parlant de démocratie : « Les grandes attentes et espérances suscitées par ce sommet ne doivent pas être anéanties par des actes insensés, indignes de notre démocratie et de notre civilisation », déclare le président du conseil italien, Silvio Berlusconi (*Le Devoir*, 22-7). Si l'on comprend bien, s'opposer aux décisions des dirigeants, exprimer son opinion, ce n'est pas démocratique. Le monde à l'envers. Au cours des mêmes événements à Gênes, Jean Chrétien brille encore par son sens de la démocratie, en s'étonnant des actions de certains protestataires : « Nous sommes élus démocratiquement » (*Le Devoir*, 22-7). Il faut retenir ici que selon Chrétien, une fois un gouvernement élu « démocratiquement », la population n'a plus qu'à se taire et à acquiescer aveuglément.

En avril dernier, un sondage a révélé que 74% des Canadiens souhaitaient une consultation populaire et que 90% demandaient des audiences publiques et un débat avant que le gouvernement fédéral ne signe un accord sur la

ZLÉA (*La Presse*, 18-4). En d'autres termes, un processus démocratique était demandé par la population, dont les dirigeants n'ont que faire. De toute façon, peut-on vraiment parler d'élections démocratiques quand une bonne part des électeurs, désinformés par les empires qui pos-

sèdent la richesse et manipulent l'information, comprennent mal les enjeux sociaux et ne connaissent pas les tenants et les aboutissants des politiques proposées, par exemple, dans les « accords » de libre-échange ? Leur si chère démocratie, à Chrétien, à W. Bush, à Berlusconi et compagnie, elle ne signifie pas grand chose et ils sont les mieux placés pour le savoir.

La façon dont sont traités les manifestants, et la population en général, lors de processus comme l'entérinement de l'accord sur la ZLÉA, reflète à merveille ce que souligne Chomsky quand il affirme que « Selon la structure en place, le peuple est considéré comme un ennemi dangereux. Il doit être contrôlé pour son propre bien ». Le population, dérangeante et menaçante lorsqu'elle réfléchit, est balayée des terrains de décision et reléguée au rang de spectatrice. Quand la population flaire le traquenard et cherche à se mobiliser pour défendre ses intérêts – ce qui est le propre de la démocratie – les gens dont le pouvoir (ou le portefeuille) est menacé hurlent au scandale : « La démocratie est menacée ! » Ne reconnaît-on pas ici nos amis Pettigrew, Berlusconi et autres ? L'hypocrisie et la malhonnêteté atteignent là leur comble.

Le démocratie telle que la redéfinissent nos dirigeants ne donne pas les droits à l'Homme mais aux investisseurs, maîtres de l'ordre mondial. Et pour faire oublier aux populations qu'elles sont asservies, on leur donne à consommer des Frosted Flakes, des jeux Nintendo, et des films hollywoodiens qui savent si bien réécrire l'histoire.

Le démocratie réelle a vu le jour quand le peuple a pu exercer une certaine souveraineté, quand chacun a pu faire entendre sa voix lors de prises de décision, quand les intérêts de la majorité ont été décrétés plus importants que ceux du particulier. N'assiste-t-on pas à l'inverse de cela quand les chefs d'État (qui n'ont pourtant que le mot « démocratie » à la bouche) se réunissent à huis-clos et laissent policiers et militaires se charger des contestataires ?

MICHELLE LOSLIER



LA CHRONIQUE magnola

MERCI DE VOTRE APPUI !

À quelques semaines à peine du démarrage de l'usine, tout est en place pour amorcer avec succès la production de nos premiers lingots de magnésium. Il aurait été impossible de relever ce défi sans le dévouement et le professionnalisme exemplaires de chacun des membres de l'équipe Magnola. Mais un autre élément était et demeure absolument essentiel à la réussite du projet : l'appui de la population, votre appui.



MICHEL BÉDARD
Vice-président
et directeur général

Depuis les tout premiers débuts du projet, Magnola a pu compter sur le soutien concret de la communauté environnante et je peux vous assurer que nous sommes tous pleinement conscients de la valeur de cet appui. C'est pourquoi nous tenons à ce que la réussite de Magnola soit également une réussite pour la région, et ce, sur tous les plans.

...

Au plan économique, nous avons déployé et nous continuerons de déployer tous les efforts pour assurer à la région un maximum de retombées. D'ailleurs, le bilan détaillé que nous en ferons prochainement révélera des résultats très éloquentes.

Tout autant d'attention et d'efforts ont été accordés à l'embauche régionale. Même si le démarrage de l'usine exige une combinaison très spécifique de compétences et d'expériences, nous sommes très heureux de constater que le tiers du personnel recruté jusqu'ici provient de la région.

En matière de santé et de sécurité, nos efforts se traduisent de façon bien concrète, notamment par une performance exceptionnelle sur le chantier. En outre, nos critères d'embauche tiennent compte de l'importance accordée par les candidats aux questions de santé et de sécurité. C'est d'ailleurs en raison de la priorité que j'accorde personnellement à ces questions que je viens d'accepter avec plaisir la présidence d'honneur de la campagne de financement de la Fondation du Centre communautaire de santé de la MRC d'Asbestos, fondation à laquelle Magnola apportait déjà sa contribution.

Au chapitre de l'environnement, nous avons investi près de 70 millions \$ depuis le lancement du projet, notamment pour renforcer les mesures d'atténuation et ajouter des contrôles de suivi environnemental. Nous investissons également des sommes très importantes en recherche et développement.

...

L'appui de la région nous est précieux et nous considérons que Magnola doit en retour constituer sur tous les plans une force positive au sein de la communauté. Plus qu'un objectif, c'est un engagement.

Michel Bédard
Vice-président et directeur général

POUR TOUTE QUESTION OU COMMENTAIRE, COMMUNIQUEZ AVEC ANDRÉ MARTEL
125, CHEMIN PINACLE, DANVILLE (QUÉBEC) J0A 1A0 TÉL. : 839-4700, TÉLÉC. : 839-4735.

Ce que la «Chronique Magnola» du journal d'Asbestos ne dit pas ...

MERCI DE VOTRE APATHIE!

À peine un an après le démarrage de l'usine, tout va plutôt mal ! L'usine a coûté presque 25 % plus cher que prévu et seulement 7 cuves d'électrolyse sur 24 sont en fonction. La fréquence des incidents a été relativement élevée au cours des derniers mois, allant du simple incendie accompagné d'émanations d'organochlorés comme celui du 12 août 2000, à l'échappement accidentel dans l'atmosphère de 300 mètres cubes de chlore le 18 janvier dernier. Mais la population à de quoi sourire : grâce au sous-fonctionnement de l'usine, elle n'a reçu que le quart des substances toxiques qui auraient pu lui tomber sur la tête si les 24 cuves avaient été en activité.

Autre élément essentiel au bon fonctionnement du projet depuis le début : votre apathie. C'est pourquoi nous tenons à continuer de discrediter dans la bonne humeur les nombreux groupes populaires qui contestent la légitimité de nos activités.

À commencer par la Coalition pour un Magnola propre qui s'est mise en tête de faire respecter ces recommandations du BAPE que le Ministère de l'environnement nous a si gentiment permis de contourner grâce à un décret. (Qui va prendre la peine de lire leur étude comparative au <http://magnola.wd1.net/magnola/documcomparatif.html> ?). Nous empêcher d'émettre un peu d'organochlorés dans l'environnement nous obligerait à utiliser un procédé plus coûteux, donc

à faire moins de profits. Et qui dit perte de profits dit aussi perte d'emplois...

Que dire aussi de ces huit manifestants du Collectif de lutte aux organochlorés (CLO) qui ont bloqué l'entrée de l'usine le 26 mai dernier afin d'empêcher les honnêtes travailleurs d'assumer leur quart de travail. Mal leur en prit, puisque les agents de la sainte paix ont alors procédé à leur arrestation.

...

Nous déployons des efforts pour assurer à la région de l'amiante un maximum de retombées polluantes. D'ailleurs, les premiers résultats du suivi environnemental sont choquants à souhait : la présence de BPC d'un type inattendu aux cheminées et la formation de plus d'hexachlorobenzène que prévu par le procédé d'extraction posent à nos ingénieurs des défis excitants !

En matière de santé et de sécurité, nos efforts se traduisent de façon bien concrète. Un plombier dépêché sur les lieux de la fuite de chlore dont on a déjà parlé nous rapportait que, de retour de son dîner, il s'était aperçu avoir laissé son coffre d'outils ouvert et s'était attristé devant les nombreuses petites taches de rouille provoquées par les vapeurs d'acide sur ses outils.

Au chapitre de l'environnement, nous avons donc réussi à faire fi de toutes les mesures de protection. Même la convention de Stockholm, signée par le Canada le 23 mai

dernier et qui vise à bannir 12 substances nocives, dont 4 que nous produisons, restera miraculeusement sans effet sur nous. De toute façon, à brève échéance, ces substances sont incolores, inodores et ne s'accumulent que progressivement dans la chaîne alimentaire. Alors pour ce qui est des malformations et autres torts irréparables qu'elles peuvent produire, même à des doses infimes car ce sont des perturbateurs endocriniens, on a le temps de satisfaire nos actionnaires avant que l'opinion publique ne réagisse.

Il y a bien ce programme de suivi communautaire indépendant mis sur pied avec l'aide d'un biochimiste de l'Université d'Ottawa, mais rien de bien inquiétant là non plus : ces coureurs des bois ont échantillonné plusieurs animaux sauvages morts sur les routes dans un rayon de 30 kilomètres autour de l'usine. Il est vrai que ces échantillons constituent un point de comparaison rigoureux pour d'autres analyses semblables après la mise en activité de l'usine, mais cela ne nous inquiète pas trop. Car où diable pourraient-ils trouver les 150 000\$ en frais d'analyse de laboratoire que coûtera leur programme ?

...

L'appui de Richard Desjardins qui a accepté de participer à leur spectacle bénéfice du 29 août prochain au théâtre Granada à Sherbrooke ne sera, on l'espère de tout cœur, pas suffisant.

BRUNO DUBUC



Crise du logement La ville de Montréal, propriétaire...

La crise du logement à Montréal affecte aussi certains groupes communautaires, dont certains ont la Ville de Montréal comme propriétaire. Par exemple, au 660 rue Villera, une ancienne école est offerte à certains groupes pour pratiquement rien. Mais elle est tellement *scrap*, la piaule, que la Ville avait elle-même interdit certaines sections de l'immeuble.

Un intervenant explique le choix d'un tel local: « Normalement, pour un organisme qui offre des services, on devrait consacrer entre 5 et 9% [du budget] pour le logement. Certains ne peuvent même pas mettre 5%; alors ils se rabattent sur des locaux de qualité douteuse. Et s'ils offrent de la formation, par exemple, et qu'ils sont dans des locaux mal aérés et mal chauffés, il n'y a rien pour motiver la clientèle. Et si il n'y a pas de bureaux fermés, on peut avoir des problèmes de confidentialité, lorsqu'on fait du *counselling* d'emploi, par exemple. »

Un organisme phare de l'arrondissement Centre-Nord

(Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension, un des plus pauvres de Montréal) y a tenu une réunion de son « Comité des partenaires » afin de sensibiliser les élus au problème de locaux: « Les élus municipaux n'étaient pas trop braves d'entrer dans la salle de rencontre. Ce soir-là, on a eu un orage, c'était en mai ou juin passé [2000]. Il y a eu un bon coup de vent et des vitres sont tombées, y'en a une qui s'est cassée: elles étaient retenues par des bouts de bois. Un moment donné, c'est un bout de la galerie qui est tombé, des barreaux ont r'volé. La galerie était interdite d'accès. Pour les élus, ce soir-là, le message était clair. »

Toujours selon la même source, la Ville fait de plus en plus d'effort pour mieux loger les groupes communautaires. L'école de la rue Villera a été rénovée et les groupes réintégraient les locaux à la fin juin. « Sans augmentation de loyer. Il paraît que c'est de toute beauté. » Y'a pas des élections bientôt à Montréal?

MARCO SYLVESTRO

Fuite de cerveau

Aude Ribis, rédactrice en chef adjointe, associée et bien aimée des derniers numéros du *Couac* nous quitte pour quelques mois. Elle s'occupera de coopération internationale au Kazakhstan.

In memoriam Georges Dor

À l'âge de 70 ans a mouru Georges Dor qui fut chanteur pis qui fut auteur de théâtre. Les Québécois s'étaient peints de perdre un grand artiste, mais s'étaient contents d'apprendre que la maladie alla être courte. Inna pas souffri éne shot.

VIVE LA FUITE DES CERVEAUX!

ILS ONT DÉJÀ ACCUEILLI
MON REIN, MON POU MON,
MA MAIN DROITE
ET MON ŒIL
GAUCHE!

...ET C'EST
UN DÉBUT!



La Tribune de Sherbrooke

Pour de la vraie information



Jean-Guy Dubuc, éditeur à *La Tribune* et relationniste pour l'Oratoire Saint-Joseph, est un homme de génie. On ne peut être qu'ébloui par l'illumination qui l'a amené à publier, dans l'édition du 9 juillet dernier, un texte intitulé « Pourquoi trois bulletins (presque) pareils? ». Dans ce petit chef-d'œuvre de quelque 500 mots, Dubuc nous ouvre les yeux sur le fait que les bulletins de nouvelles des trois principales chaînes de télévision francophones au Québec (SRC, TVA, TQS) nous transmettent « les mêmes nouvelles, à 70, 75 ou même 80 pour cent. » Avec un admirable regard critique, Dubuc constate qu'il y a là un gaspillage d'investissement. Il cite donc Don Hewitt: « Pourquoi pas un seul et unique bulletin, bien fait, bien documenté, bien vérifié... et sauver ainsi des centaines de millions de dollars qu'on pourrait mieux utiliser ailleurs? » Il fallait y penser!

Don Hewitt est le créateur et producteur exécutif de l'émission américaine *60 Minutes*. Il s'agit du même Hewitt qui a déclaré, considérant l'idée de télédiffuser l'exécution de Timothy McVeigh: « You put a guy on a gurney and stick a needle in his arm. People watch that on ER every week. What's the big deal? He goes to sleep and doesn't wake up. It doesn't seem so terrible to me. » Mais Hewitt est humain: il ne télédiffuserait pas « a guy going to the gallows or being fried in the electric chair. This [lethal injection] seems pretty humane. It sounds like a sympathetic act, not revenge. »

Une seule source d'information. La vraie, la bonne. Une telle idée ne peut être inspirée que de 1984 de Georges Orwell. Il fallait bien un brillant éditorialiste de La Tribune pour la soumettre à notre réflexion.

You're doing this miserable s.o.b. a favor» (*The Inquirer*, 25-4).

Permettez-moi de reprendre à mon compte cette brillante idée et de proposer ceci: pourquoi ne pas éliminer le gaspillage que représente, par exemple, *Le Devoir*, et laisser Power Corporation (qui possède la très informative *Tribune*) faire seule un traitement de l'information? Vous savez, une information « bien documentée, bien vérifiée », une information sans doute intelligente et objective.

Dubuc profite de son trait de génie pour faire le procès des médias électroniques qui, selon lui, manifestent une « faiblesse grave ». Il précise:

« Le manque de mise en contexte, le manque de données essentielles à la compréhension des faits, bref, le manque d'analyse... autant de faiblesses que ne manifestent assurément pas *La Tribune* et *La Presse*, comme on le comprend dans la conclusion de cet homme d'esprit: « Pour bien jouer son rôle d'informateur, la télé doit faire réfléchir sur la vie. Comme les journaux savent le faire. » On est tenté de croire, après avoir lu Dubuc, que si tous les journaux québécois laissaient la place à un seul (pourquoi pas *La Presse*), alors on pourrait atteindre le sommet de la bonne information qui fait « réfléchir sur la vie ».

Une seule source d'information. La vraie, la bonne. Une telle idée ne peut être inspirée que de 1984 de Georges Orwell. Il fallait bien un brillant éditorialiste de *La Tribune* pour la soumettre à notre réflexion.

MICHELLE LOSLIER

Arts contemporains

Les conservateurs du Musée d'art contemporain sont heureux d'annoncer une nouvelle collaboration avec le photographe américain Spencer Tunick, en association avec les artistes d'origami génital australien, qui créeront pour l'occasion une fleur de lys exclusive. L'an prochain, à l'occasion de la St-Jean, les organisateurs et l'artiste américain qui immortalisera l'événement sur pellicule comptent réunir au moins 2000 hommes pour faire la fleur de lys avec leur quéquette sur la place du musée. Inspirés par le festival Juste pour rire, les organisateurs ont l'intention de créer une oeuvre record Guinness double. La deuxième partie de la performance sera assurée par Rober Racine (le Jean-Marc Parent de l'art contemporain), surtout connu pour avoir découpé tout un dictionnaire à lui tout seul. Seul sur scène, il fera sa nuit de la poésie. Il lira et relira pendant 12 heures son grand poème de trois syllabes: Y'a rien là.

Avis aux artistes de la performance féminines: conscients du côté un peu sexiste de l'événement, le MAC a aussi lancé un grand concours international pour trouver une figure héraldique originale d'origami génital féminin. La création d'un triple record Guinness, permettrait au musée d'accéder à la courte liste des institutions prestigieuses qui comptent dans le monde et qui font l'art actuel.

JACQUES BOUCHARD

OFFRE SPÉCIALE

ABONNEMENT!

Abonnez-vous au *Couac* à prix régulier et obtenez un second abonnement à moitié prix (16,10\$) pour la personne de votre choix!*

MIEUX!

Abonnez une troisième personne au tiers du prix, soit 10,73\$.



- Abonnement d'un an: 28\$ + taxes = **32,20\$**
- Abonnement de deux ans: 50\$ + taxes = **57,50\$**

* Cette offre pour un second abonnement à moitié prix n'est disponible que pour les nouveaux abonnés. Cette offre n'est valable qu'au pays de la feuille d'érable.



Le Couac, août 2001, page 8

Raymond Malenfant est tombé sur la tête

Le 27 juin, en traversant le boulevard Laurentien à la hauteur de son motel Le Vicomte, à Laval, au moment même où il était l'objet d'une saisie de ses biens, Raymond Malenfant, le toffe de La Malbaie, heurté par une automobile, a été projeté dans les airs et est retombé sur la tête. Il est sorti d'un profond coma plusieurs jours plus tard. Les médecins ont presque crié au miracle.

On savait depuis au moins quinze ans que Raymond Malenfant n'avait pas de cœur. Le sort réservé en 1986 aux 350 employés du Manoir Richelieu est encore frais à la mémoire de quiconque commence à entretenir une idée, si faible soit-elle, de la justice. Un accident comme celui qui l'a frappé aurait dû terrasser le commun des mortels; force est donc de conclure que Raymond Malenfant n'a pas de tête non plus.

Mais ce qu'il y a de plus singulier dans l'aventure de ce petit pharaon de passage, c'est le traitement médiatique qu'on continue de lui accorder. Le soir de l'accident, TVA en faisait sa première manchette au journal télévisé de 22 heures! Le lendemain, *Le Journal de Montréal* lui consacrait sa page couverture tout entière et *La Presse* n'était pas en reste. Seul *Le Devoir* faisait dans la sobriété, traitant la chose dans un entrefilet de page 3.

Chevalier d'industrie grossier et parvenu, Malenfant s'était fait vendre, au début des années 1980, le Manoir Richelieu par un Parti québécois en fin de

règne pour la somme de 555 555 55 \$. «C'est des murs que j'achète, pas des employés», avait-il répliqué aux travailleuses et aux travailleurs qui voulaient voir les emplois et la convention collective transférés au nouveau propriétaire.



Le merveilleux monde des affaires, dont il suffit de gratter quelque peu le vernis que les firmes de relations publiques réussissent à appliquer pour qu'apparaisse sa vulgarité congénitale, en avait fait rien de moins que son homme de l'année. Les lustres de cristal du fleuron hôtelier de la Vieille capitale vibrent encore de l'ovation délirante accordée au toffe de Charlevoix qui avait su, lui, mettre la CSN à sa place. Les Lee Iacocca, Marcel Aubut et Max Gros-Louis entre autres représentants de ce gratin patronal se félicitaient d'avoir avec eux un champion de cette envergure.

L'Actualité de Jean Paré avait servi de fer de lance dans l'opération de relations publiques orchestrée par Pierre Tremblay, un ex de la gang de Robert Bourassa. Georges-Hébert Germain, l'intime de

Céline et de René, s'était baladé pendant des jours dans la Mercedes du toffe. «On l'écoute. On boit ses paroles. Un petit homme de 400 millions de dollars, c'est pesant.» Vraiment!

Mais cela a cependant fini par se savoir que Malenfant ne respectait pas ses engagements, qu'il oubliait souvent de payer ses sous-contractants et ses fournisseurs, qu'il avait eu les yeux plus gros que la panse dans ses acquisitions compulsives financées par l'argent public. Un jour, son empire fondé sur la duperie et l'abus s'est effondré comme un château de cartes. La roche Tarpéenne étant bien proche du Capitole, la chute n'en fut que plus misérable.

Ce fut bien sûr la faute de la CSN si la famille Malenfant, le fils Alain du moins, avait tenté de se refaire une santé financière en voulant faire la passe dans la drogue dans un motel de passe du boulevard Laurentien qui louait ses chambres à l'heure.

Ce fut bien sûr la faute de la CSN quand le bien petit monde des affaires perdit son héros, qu'il avait statué de son vivant au Château Frontenac.

Mais ce n'est certes pas la faute de la CSN si ce très petit et pas du tout merveilleux monde des affaires a les héros qu'il mérite! Remember Michel Gaucher, Robert Campeau, Robert Obadia, porte-étendards de cette garde montante plutôt malade. Et Raymond Malenfant...

MICHEL RIOUX

Au bûcher les fumeurs

Jean-Robert Sansfaçon éditorialise sur la crise du logement à Montréal et en profite pour rajouter un chapitre aux théories des talibans antitabac. «Le fait de fumer régulièrement doit être reçu comme un critère raisonnable de refus ou d'augmentation de prix du loyer, compte tenu du risque d'incendie» écrit-il. Encore un peu plus à droite Jean-Robert. Qu'est-ce qu'on fait avec ceux qui font régulièrement de la friture, ou qui brûlent de l'encens et des lampions pour leurs dieux? On leur charge un max? C'est quoi la prochaine étape dans l'escalade de la guerre aux fumeurs? On leur interdit de s'approcher à moins de trente kilomètres de la ville? On leur construit des ghettos ou des camps de concentration dans la taïga du Nunavut pour exploiter les mines et entretenir les barrages? Comme les pauvres, les chômeurs et les malades mentaux qui encomrent les rues du centre-ville et s'accrochent aux quartiers en pleine gentrification sont, en général, de gros fumeurs, on pourrait faire d'une pierre deux coups: assainir la ville pour les non-fumeurs, et aider les démunis à retrouver la santé et la dignité de ceux qui se sont affranchi de l'esclavage du tabac par le travail.

Jacques Bouchard



Les pauvres, ces êtres surnois et trompeurs

On ne l'aura jamais assez dit, il faut se méfier des statistiques. On peut leur faire dire tout et n'importe quoi.

On ne l'aura jamais assez répété, il faut se méfier des apparences trompeuses se cache somme toute une certaine qualité de vie, une vie simple, certes, rude, parfois, mais pas si pauvre qu'elle en a l'air.

Heureusement, nos vaillants économistes sont là pour faire tomber le voile et apporter les corrections nécessaires. Chris Sarlo est l'un d'entre eux. Pour remédier à ce malencontreux malentendu sur la pauvreté, il nous a concocté, sous l'égide du Fraser Institute, un merveilleux petit outil de mesure de la pauvreté dont Ottawa compte bien se servir dès 2002. S'il y a encore des naïfs quant à l'issue des recherches effectuées, leurs dernières illusions vont tomber. Grâce à sa nouvelle mesure du panier de consommation qui est à la base de son calcul, on estime que le taux de pauvreté n'est non pas de 17%, comme l'ont annoncé

les statistiques officielles, mais bien de ... 8%. Méchante différence! Ottawa, plus généreux, nous avise que le panier dont il se servira pour déterminer le niveau de pauvreté sera quant à lui plus substantiel. Plus substantiel de combien? Probablement de peu, mais bon, laissons-leur le bénéfice du doute.

Ainsi, on ne l'aura jamais assez entendu: il faut aussi se méfier des économistes. Ces derniers, victimes d'une fâcheuse déformation professionnelle, élaborent des modèles destinés non pas à être ajustés à une réalité sociale complexe et évolutive, mais auxquels la réalité sociale doit s'ajuster, en revanche. Car derrière ce nouveau calcul conservateur se cachent bien des enjeux concernant principalement les programmes de réduction de la pauvreté. Gageons que cette gymnastique statistico-métaphysico-économique à laquelle s'est livré Sarlo ne s'arrêtera pas à une simple réévaluation du seuil de pauvreté.

AUDE RIBIS



SCOOP

Séraphin Poudrier à Hollywood un film québécois coproduit par les Américains de notre envoyé spécial à Beverly Hills

Téléfilm Canada vient de donner le feu vert à *Séraphin Poudrier*, une adaptation du chef-d'œuvre littéraire de Claude-Henri Grignon réalisée par Charles Binamé et scénarisée par Antonine Maillet. Or, *Le Couac* a appris que Hollywood a joué un rôle décisif dans la décision de l'agence fédérale. Résultat d'une vaste enquête qui nous a menés à Québec, à Ottawa et dans la chambre à coucher de Keanu Reeves en compagnie d'un fonctionnaire de Téléfilm qui tient à garder l'anonymat.

Depuis des années, le producteur Cité-Amérique souhaitait porter à l'écran un remake d'*Un homme et son péché*. Mais plusieurs observateurs estimaient que le film n'avait aucune chance de voir le jour. En effet, Téléfilm et la SODEC avaient exigé que le scénario soit réécrit une fois par semaine pendant 12 ans afin d'accroître les possibilités d'exportation du produit à l'heure de la mondialisation des marchés. «Et aussi pour faire chier un peu, c'est dans notre politique», nous a indiqué un employé de Téléfilm. Bien que M. Binamé soit un réalisateur réputé, auteur de comédies fort désopilantes (*La Beauté de Pandore*, *Marguerite Volant*), et que Mme Maillet, lauréate d'un prix Goncourt, porte le nom d'une célèbre rue d'Outremont, les fonctionnaires refusaient de placer le projet parmi ses priorités. Des commanditaires privés s'étaient montré intéressés à participer à l'aventure en échange d'un peu de visibilité, mais Mme Maillet n'avait pas donné son accord, doutant que les gens de cette époque-là buvaient du Mountain Dew. De plus, Téléfilm venait d'accorder tous ses subsides au monumental projet de Denise Filiatrault, qui consiste en une adaptation de l'*Encyclopédie de la*

cuisine canadienne de Jehane Benoît en comédie musicale.

Mais grâce à une entente de coproduction avec Hollywood, *Séraphin Poudrier* deviendra enfin réalité. En effet, la firme Disney a accepté de s'associer au film de Binamé-Maillet en imposant des changements de scénario radicaux, beaucoup d'effets spéciaux et un budget 300 fois plus gros. Le coproducteur américain prendra les mesures nécessaires pour que le long métrage plaise au monde entier, et c'est pourquoi, grâce à la magie de l'animation, Donald et sera remplacée par Donald Duck. Des scènes spectaculaires, dignes de *Who Framed Roger Rabbit*, sont à prévoir. Mais, a précisé Michael Eisner, PDG de Disney, «we will preserve the canadian flavor of the movie with mounted polices and french lumberjacks.»

D'autres commanditaires auraient été approchés. D'ores et déjà, nous savons que Mme Maillet mène des recherches afin de déterminer si les gens de cette époque-là mangeaient chez Burger King. Par ailleurs, d'aucuns chuchotent que Keanu Reeves y jouera Séraphin et que, partenariat oblige, Guillaume Lemay-Thivierge prêter sa voix au célèbre canard. Et selon nos sources, la chanson thème, *The Curé Labelle and the Beast*, sera chantée en trio par Plácido Domingo, Bono et Ginette Reno.

Dans le même ordre d'idée, l'on s'attend à ce que Michael Bay (*The Rock*, *Pearl Harbour*) annonce son intention de réaliser un remake de *Mon oncle Antoine* de Claude Jutra. La nouvelle version, un thriller violent qui s'intitulera *Uncle Tony*, mettra en vedette Michael Douglas dans le rôle immortalisé par Jean Duceppe.

PITOU GRIMALDI



Une île, une ville, un mur

Savez-vous que nous posédons – chanceux montréalais que nous sommes – notre propre mur de Berlin? Le long du Boulevard de l'Acadie, entre la rue Jean-Talon et le Boulevard Crémazie, il y a une jolie haie touffue qui rend infranchissable la clôture qui se cache derrière. Il y a bien quelques portes, mais pas beaucoup: peut-être six sur un kilomètre. De bonnes vieilles portes de clôture. Avec l'ourlet pour le cadenas côté Ville Mont-Royal, bien sûr.

Ce mur marque clairement la frontière entre la chic banlieue bourgeoise et le quartier Parc-Extension. Les richards de *Town of Mount-Royal* auraient-ils peur des tous-nus qui vivent à Parc-Extension et qui ne sont pas de la même couleur

qu'eux? Y aurait-il situation d'insurrection appréhendée?

Soyons sérieux... Dans le projet des fusions municipales, il est question de redécouper le territoire de l'île de Montréal en six territoires de développement économique (*Les Affaires*, 16-6). Grosse déception pour le milieu communautaire de Parc-Extension dont certains membres rêvaient d'être jumelés avec Saint-Laurent, question de profiter de la manne. Dans les faits, Ville Mont-Royal, Hampstead, Côte-St-Luc, NDG/Côte-des-Neiges et St-Laurent formeront un seul territoire administratif, le centre local de développement (CLD) du Centre-Ouest. Des territoires extrêmement riches à plusieurs égards (le parc indus-

triel de St-Laurent est le plus performant au Canada). Par comparaison, le CLD Centre-Nord sera composé des arrondissements Centre-Nord (le plus pauvre de l'île), Rosemont/Petite-Patrie et Ahuntsic/Cartierville, soit trois territoires où il n'y a presque plus d'espace pour développer des projets industriels.

Lors de la prochaine étape, gageons que l'on prolongera le mur vers le nord au-delà du Boulevard Crémazie, qu'on érige des miradors, engagera des beus pour faire la sécurité et demandera leur passeport aux travailleurs qui vont passer de Parc-Extension vers Mont-Royal et Saint-Laurent.

MARCO SILVESTRO

Le petit observatoire des médias La lueur d'une bougie*

Dans une démocratie, chacun est gouvernant en puissance, chacun est appelé à se prononcer sur les affaires qui concernent le bien commun. Chacun peut faire entendre sa voix et peut, en droit, prendre part aux débats et aux discussions qui ont constamment cours sur un nombre en théorie infini de sujets et de questions et qui débouchent, après délibération, sur des décisions et des actions.

Lorsque cet idéal politique s'est élaboré – dans sa forme contemporaine, ce fut au XVIII^e siècle, celui qu'on appelle le Siècle des Lumières – on n'a pas manqué de remarquer qu'il supposait que le citoyen soit doté de certaines vertus, comme on disait alors, bien particulières. C'est qu'un tel régime politique fait appel à son jugement et à sa capacité à examiner diverses propositions, notamment du point de vue de leur pertinence, de leur vérité et ainsi de suite; il fait encore appel à sa capacité à se placer, par-delà son intérêt propre, du point de vue du bien commun; il fait enfin appel à son aptitude à délibérer et à discuter. Ce dernier point est capital. Il est courant que sur les sujets qui sont débattus au sein d'une démocratie, une grande variété de positions soient défendues et que des désaccords surviennent entre gens informés. La discussion est le modèle de délibération qui convient en ces cas et elle permet l'expression et la prise en compte par chacun des différents points de vue, ce que la démocratie pose justement comme souhaitable.

Nos systèmes nationaux d'éducation sont essentiellement nés dans le contexte de ce projet politique des Lumières et cela n'est pas un hasard. On pensait en effet qu'il revenait dans une large mesure à l'éducation de former de tels sujets – informés et vertueux, c'est-à-dire habilités à prendre part à des discussions et capables de jugement désin-

téressé. D'où l'importance considérable accordée à l'éducation publique dans les démocraties et son caractère éminemment politique.

Les médias modernes sont également apparus dans ce même contexte et, ici encore, on comprend aisément pourquoi. Ce qu'on demande aux médias, c'est à la fois de contribuer à la circulation d'informations nécessaires à l'exercice de la citoyenneté et de permettre l'expression d'un large éventail de points de vue qui pourront alimenter et enrichir la libre discussion. Et c'est pourquoi on n'envisageait pas la presse – il n'existait encore ni radio, ni télévision, ni internet – autrement que libre.

C'est essentiellement sur ces deux piliers – éducation et médias – que reposait l'espoir qu'une opinion publique éclairée constituée de sujets éduqués permettrait de nous approcher de plus en plus de l'idéal d'une démocratie participative.

Le rationalisme, on le devine sans doute, est une composante importante de ce projet dans la mesure où il apprend précisément certaines des vertus que la démocratie présuppose de ses citoyens. Je veux être bien clair, ici. Je ne soutiens pas qu'il existe une politique rationnelle: ce serait irrationnel et pour tout dire ridicule. L'affirme seulement qu'il est raisonnable et souhaitable que les attitudes, normes et valeurs du rationalisme figurent au nombre de celles que possèdent les citoyens. Bertrand Russell soutenait pour sa part, un peu excès-

sivement sans doute, que si les attitudes mentales et intellectuelles que le rationalisme tel que je viens de le décrire étaient largement répandues, il serait susceptible de transformer complètement notre vie sociale et nos systèmes politiques. Quoi qu'il en soit, il est assez facile de deviner ce qui se produit lorsque ces attitudes mentales et intellectuelles sont absentes: la figure

Au Siècle des Lumières, Voltaire avait imaginé l'apologue suivant. Seul, la nuit, je me promène dans une vaste et sombre forêt, ne disposant que d'une petite bougie pour m'éclairer. Survient un inconnu qui me dit: «Souffle ta bougie: tu y verras bien mieux».

idéale d'un citoyen informé, capable de juger et de prendre part à des discussions tend à céder la place, dans les faits, à celle de sujets endoctrinés, ignorants des données cruciales concernant le monde dans lequel ils vivent et exclus du débat politique dont ils ne sont plus participants mais spectateurs. Je pense que notre situation est, hélas, bien proche de celle-là. Et je pense qu'il n'est que trop facile de montrer à quel point le projet de rendre inopérante la démocratie en rendant le citoyen ignorant de faits qui le concernent et incapable d'en juger a été récurrent dans l'histoire des démocraties: les médias, les firmes de relation publique, la publicité, l'éducation elle-même et bien d'autres institutions ont ainsi été très souvent envisagées dans cette perspective propagandiste.

À mon sens, l'antidote à ce terrible poison est à chercher, au moins dans une certaine mesure, dans le maintien et la

poursuite des idéaux rationalistes, tout particulièrement au sein de ces institutions qui devaient, plus que toutes les autres, assurer leur connaissance et leur diffusion – je pense notamment à l'éducation, aux universités, aux médias. Or, et c'est ce qui est extrêmement grave, c'est trop souvent précisément là que ces idéaux sont aujourd'hui malmenés, foulés au pied, bafoués et niés.

Une telle affirmation demanderait à être plus solidement étayée que ce que je pourrais faire ici et en quelques minutes. Mais je pense néanmoins pouvoir au moins vous convaincre que mon hypothèse mérite d'être discutée.

Au Siècle des Lumières, Voltaire avait imaginé l'apologue suivant. Seul, la nuit, je me promène dans une vaste et sombre forêt, ne disposant que d'une petite bougie pour m'éclairer. Survient un inconnu qui me dit: «Souffle ta bougie: tu y verras bien mieux.» Telle est notre situation et cet inconnu est toujours avec nous, nous donnant le même conseil. Dans la vaste forêt du monde, qui nous reste largement inconnue, nous ne disposons que de la petite bougie de la raison pour nous guider. Cet outil est modeste et, bien entendu, insuffisant pour résoudre à lui seul tous nos problèmes; mais rappelons dans le même souffle que cette petite bougie est aussi ce que nous avons de plus précieux. Aujourd'hui comme hier des forces nombreuses voudraient nous y faire renoncer. Succomber à ces sirènes serait renoncer aussi à l'idéal démocratique et livrer nos sociétés, nos enfants, notre avenir aux forces obscures, à la barbarie, à la démagogie et à toutes les bêtes immondes qui rôdent dans cette forêt.

RAYMOND-LA-SCIENCE
baillargeon.normand@uqam.ca

*Extrait de: *La lueur d'une bougie*, Fides, Coll. «Les Grandes conférences.» L'ouvrage paraît ce mois-ci.

Cette chronique clôt cette série amorcée l'an dernier. À compter du mois prochain, je signalerai ici un petit cours d'autodéfense intellectuelle.

D'hier à aujourd'hui La vertu affairiste

La comédie sociale a varié au gré des mondes conceptuels rivaux, de leur hiérarchie et de leur catalogue des vertus. Dans la Grèce antique continuellement en guerre, Homère désignait la force physique comme l'une des vertus principales. Les récits glorifiaient les guerriers, le courage. Dans la Cité athénienne, Aristote désignait la vertu comme ce qui accomplit le bien de l'homme en tant qu'espèce sociale. L'amitié comme vertu référait à cette allégeance de l'animal social envers les mêmes biens. Au Moyen-âge, Thomas d'Aquin désignait comme vertu ce qui faisait transiter l'homme vers l'au-delà, les ecclésiastiques occupant le haut du pavé, les récits glorifiaient les saints.

À ceux que le Conseil du patronat désigne comme des «donneurs d'ouvrage», on donnera 24 rivières soustraites au patrimoine collectif pour construire 36 barrages. Via Hydro-Québec, le peuple garantira d'avance pour 20 ans l'achat de leur production à un prix trois fois plus élevé que le coût de production de l'Hydro. En Alberta, ils ont un grand bien commun, le pétrole: ils ont quand même 20% de pauvres, ils ont choisi de baisser l'impôt des riches. Ici on a des forêts et des rivières: on fera quelques centimillionnaires de plus comme les frères Lemaire de Boralex. Nous on leur donne les rivières, eux ils nous donnent un demi-emploi par barrage après que les cimentiers auront fait la «passe». Landry avec un petit côté Elvis Gratton affirme: «faites de l'hydraulique, faites-en tant que vous pouvez». Faut arrêter de se poser des questions, stie... pis faire du cash.

L'affairiste installé comme ministre de l'éducation clamait au Sommet de la jeunesse: «fini le temps où on trouvait une «job steady» pour la

vie une fois notre diplôme en poche». La précarité des travailleurs au profit des Cies vantée comme une excellence. Il ajoutait: «allons-nous tolérer l'unilinguisme de trop de nos jeunes dans un contexte de mondialisation». Bilinguisme... excellence pour l'amour de la culture... non pour la chair à Cies mondialisées.

David Cliche, le ministre délégué à la Science et à la Technologie, a déclaré que les Gaspésiens sont chômeurs parce qu'ils manquent d'entrepreneurs.

En Ontario, Harris a rétrogradé l'environnement en faveur de la business avec comme premiers résultats des morts et des milliers de malades.

Ottawa assure la société ordonnée

si chère aux affairistes en criminalisant les jeunes contrevenants et louche vers le ticket modérateur en santé.

Une étude américaine décrivait la nouvelle subordination des hommes au capital: la mobilité est devenue une vertu suprême. Mobilité géographique, les Américains déménagent de plus en plus au gré des compagnies; mobilité sociale, ils changent de classes sociales vers le haut et le bas plus rapidement au gré des fusions de compagnies et des dégringolades boursières.

Finie la recherche d'Aristote, l'homme a enfin trouvé le rapport de son espèce au cosmos; la comédie sociale doit mettre en avant les nouvelles vertus, les nouveaux récits reflétant le nouveau rapport de force avec le capital: la commodité humaine doit s'accepter comme ustensile à profit, rejoignant ainsi le reste de la nature dans une même destinée.

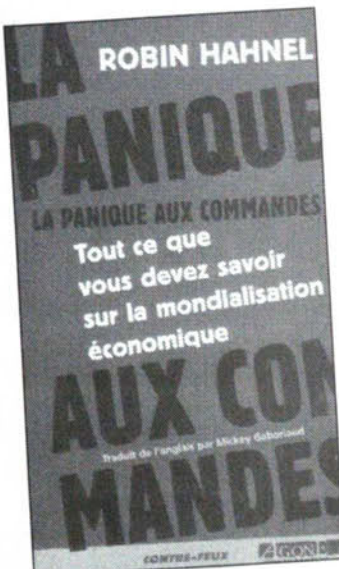
MICHEL BERNARD



Robin Hahnel La panique aux commandes

Tout ce que vous devez savoir sur la mondialisation économique!

Une petite leçon à l'usage de ceux qui se sont lassés de la vulgate économiste, ce livre s'appuie sur la crise asiatique de 1997 pour montrer comment les économies dominantes ne répondent qu'aux soucis de placement des biens de l'infime minorité détenant la presque totalité des richesses.



La panique aux commandes • 176 pages, 23,95\$ taxe incluse!
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADÉAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: ☐ Mandat ☐ Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 24,95\$ + tx
TPS: 143635464





Actes et Pensée



A mis Zapatistes, penseurs de gauche et défenseurs d'un monde plus juste, Marcos. *La dignité rebelle*, est ce petit recueil de confidences dévoilées par le plus moderne des révolutionnaires, le sous-commandant Marcos, et cueillies par l'incontournable Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du *Monde diplomatique* mais avant tout intellectuel de gauche et fervent dénonciateur des causes oubliées, des guerres ignorées.

En rebelle averti, maniant aussi bien la rhétorique que le combat symbolique, Marcos déploie la puissance d'une pensée réticulaire inscrivant la lutte pour la reconnaissance des droits des indigènes dans le cadre plus vaste d'une lutte contre une globalisation exclusive. À travers ses réflexions sur l'État-nation, la mutation du pouvoir, ou encore sur les différentes formes de contestation d'un modèle dominant, on apprend ainsi à mieux connaître le pourquoi et le devenir du zapatisme, un mouvement rebelle profondément moderne dans le type d'actions menées et les outils utilisés pour

défendre ses idéaux. Guidé par les questions et réflexions de Ramonet, Marcos nous amène ainsi à réaliser clairement en quoi, à l'époque moderne, misère et exclusion ne sont pas seulement des concepts éco-

En rebelle averti, maniant aussi bien la rhétorique que le combat symbolique, Marcos déploie la puissance d'une pensée réticulaire inscrivant la lutte pour la reconnaissance des droits des indigènes dans le cadre plus vaste d'une lutte contre une globalisation exclusive.

nomiques ou sociaux, mais des catégories éminemment politiques.

Toutefois, si le fonds est instructif, l'intérêt de cet ouvrage relève davantage de sa forme et de la popularité d'un mouvement révolutionnaire auquel il participe. Car à bien y songer, la cause des indiens est guère nouvelle. Qu'il s'agisse de ceux du Mexique, du Guatemala, du Salvador ou d'ailleurs, leur oppression n'a cessé de sévir depuis plus de cinq siècles.

Quant aux mouvements révolutionnaires, ils sont pléthores et nombre d'entre eux continueront à apparaître au même rythme que la masse des opprimés et des exclus. C'est dire. Mais comme le souligne Ignacio Ramonet, la particularité de Marcos tient à ce qu'il a été « le premier à avoir tenté de théoriser l'articulation entre l'arrogance triomphaliste de la mondialisation et la marginalisation des pauvres du Sud. »

De plus, il y a quelque chose de romantique dans cette rencontre en pleine forêt lacandonne entre Ramonet et Marcos, quelque chose de porte-

teur dans la communion d'esprit qui lie le rebelle intellectuel et l'intellectuel engagé et qui marque les premières victoires d'une pensée résolument de gauche. Comme le disait le philo-

sophe Giorgio Agamben, « parmi des êtres qui seraient tous déjà en actes, qui seraient tous déjà dans telle ou telle chose, telle ou telle identité et auraient en celles-ci épuisé entièrement leur puissance, il ne pourrait y avoir aucune communauté, mais seulement des coïncidences et des divisions factuelles. »

AUDE RIBIS

Ignacio Ramonet, *Marcos. La dignité rebelle. Conversations avec le sous-commandant Marcos* Éditions Galilée, 2001

Orphée et son Goulet

Orphée, ce fut une des plus belles maisons d'édition au Québec. C'était aussi une maison en un seul homme: André Goulet, décédé le 11 juin dernier. L'imprimeur-typographe publiait depuis la fin des années 1940 des livres parmi les plus soignés de toute l'histoire de l'édition au Québec.

Pendant des années, Goulet a tenu boutique à Montréal, au coin des rue St-Denis et Marianne. « J'avais 19 ou 20 ans quand j'y suis entré pour la première fois », se souvient l'écrivain

François Tétreau. « Dans son atelier, on avait l'impression de plonger d'un coup dans l'univers de Zola. C'était très pittoresque... Toutes ces machines déjà d'une autre époque. Aux murs, il y avait plusieurs vieilles affiches russes. Goulet était très près des communistes. Il vivait dans son atelier. L'odeur de l'encre s'y mélangeait souvent à celle du hareng fumé et de la vodka. »

Le syndicaliste Michel Chartrand fut longtemps imprimeur. Il eut l'occasion de travailler avec Goulet. Il lui confiait à l'occasion

des travaux pour sa linotype, cette vieille machine qui créait et coulait des caractères de plomb. Chartrand se souvient de Goulet comme d'« un grand typographe, un très bon typographe. » Le syndicaliste précise que Goulet avait étudié le métier en France, à l'école Estienne. « Il travaillait comme un fou, jour et nuit. »

Dans son *Bulletin* de l'été 2001, la Société des amis de Jacques Ferron rappelle que Goulet fut aussi, en 1959, l'éditeur de la revue de gauche *Situations*.

P.C.

Science, parascience et protoscience

J'ai déjà évoqué ici le nom de Michael Shermer, directeur de la remarquable revue *Skeptical* (dont le site internet est à : www.skeptical.com). Il y a quelques années, Shermer signait le best-seller *Why people believe weird things* dans lequel il examinait toute une panoplie de croyances délirantes allant des enlèvements par extraterrestres au créationnisme et en se demandant comment et pourquoi de telles sottises sont crues.

Dans son dernier ouvrage – *The Borderlands on Science* – Shermer s'attaque cette fois à une question plus difficile encore mais tout aussi importante, celle de la détermination de la frontière, floue, entre science, parascience, protoscience. Au total, il offre un point de vue nuancé et comme toujours argumenté de manière claire et informée. Au passage, le lecteur prend connaissance de la théorie de l'équilibre ponctué, de la vie et de l'œuvre du regretté Carl Sagan (car au cas où ça vous aurait échappé, Sagan est mort : y'a pas de justice...) , des données relatives aux différences raciales et à leur impact sur les performances sportives, des théories relatives au génie et de tas d'autres sujets passionnants qui invitent à essayer de tracer cette frontière entre sens et non-sens.

Il y a dans ce livre deux petits miracles. Le premier est qu'il peut être lu par n'importe qui s'en donnant la peine. Le deuxième est qu'il donne à penser. C'est assez rare pour qu'on le souligne d'un trait rouge.

RAYMOND-LA-SCIENCE

SHERMER, Michael, *The Borderlands of Science. Where Sense meets Nonsense*, Oxford University Press, 2001.



Action directe

Jean-Marc Rouillan, membre du groupe révolutionnaire français Action directe, est emprisonné depuis 1987. Les conditions de détention qui lui sont faites ainsi qu'à ses compagnons ont maintes fois été décriées, notamment lors d'une récente manifestation sous les fenêtres du Premier ministre français Lionel Jospin. Sur sa condition de détenu et sur son absence d'illusion quant à l'« État social », Rouillan, condamné à perpétuité, vient de faire paraître *Je hais les matins*, aux Éditions Denoël.

Du fond de mon arrière-pays

MA TRAVERSÉE DU QUÉBEC

Deuxième partie

Il se pourrait bien que l'écrivain majeur du Saguenay/Lac Saint-Jean soit Guy Lalancette dont le théâtre est la profession, par l'enseignement qu'il dispense et l'animation dont il se charge auprès des jeunes. Lalancette a publié un premier roman en 1999, ce *Il ne faut pas tuer Madeleine encore une fois*, un faux thriller dont le noeud est la description d'un grand amour qui s'imaginerait davantage et mieux qu'il ne se vit, dans un enveloppement qui n'est pas sans rappeler le *Nadja* d'André Breton – les sens considérés comme folle avoine, par un narrateur victime de l'enfermement volontaire dans lequel il se tient, qui ne l'autorise à vivre que par procuration, tout à la fois victime et victimaire. Malgré ses longueurs et ses redondances, le premier roman de Lalancette mérite lecture pour les beautés à venir qu'il laisse entrevoir.

Ces beautés-là à venir, on les retrouve dans *Les yeux du père*, une œuvre dont on n'a pourtant parlé que très peu, sans doute parce que la critique est lassée du grand nombre de romans ayant vu le jour depuis quelques années, avec l'enfance comme noeud gordien à trancher. De Gaétan Soucy à Bruno Hébert, de Rachel Leclerc à Marie Laberge, l'enfance de nos romanciers pose la question préalable du père absent, veule, sourd ou marqué par les mots qui le portent. De la mère, il est rarement question contrairement à ce qui se passait dans les commencements de notre littérature alors qu'elle occupait d'office le centre des mots.

Dans son roman qui se passe dans la courte durée des trois jours nécessaires à des funérailles, Lalancette met aussi un enfant au centre de son univers. On n'est pas loin de la petite Bérénice Einsberg de *L'Avalée des avalés* de Réjean Ducharme, ne serait-ce que par les noms exotiques, inspirés par le martyrologue juif et le calendrier sacré des celtes, dont s'inspire Lalancette pour nommer les personnages de son histoire. À dire vrai, celle-ci est fort mince : un père maçon, spécialisé dans le briquetage de ces puits qui permettent l'accès aux canalisations souterraines, meurt brusquement, son corps étant exposé à la maison comme dans le monde traditionnel québécois, ce qui nous reporte donc au milieu des années cinquante quand la religion, en usurpatrice, occupait toute la place.

Ainsi que le titre du roman l'indique, le héros de Lalancette est fasciné par les yeux de son père puisque le *manhole* dans lequel il descendait tous les jours signifie aussi le *regard*, comme dans l'histoire biblique de Caïn se claquant sous terre pour échapper à l'œil de Dieu. Quand le père vivait, il demandait souvent à son fils de le regarder dans les yeux et celui-ci ne le pouvant, un vague sentiment de honte et de culpabilité imprégnait tout acte d'enfance, ce que le héros, devant la tombe de son géniteur, interroge en remontant loin dans ses souvenirs. Si le racontage dure un brin longtemps parce que tournant presque exclusivement autour de la Bible, comme si l'instruction primaire de la fin des années quarante ne portait que sur elle, c'est toujours *La conscience* de Victor Hugo qui en fonde le récit.

À dire vrai, j'étais en voie de me lasser à cause de ce procédé systématique quand Lalancette, signe indubitable du grand écrivain qui s'est réveillé en lui, écrit l'une des scènes les plus belles de la littérature québécoise : au terme de la veillée du corps paternel, et n'ayant pas résolu le problème que lui posait le regard de son géniteur, le héros lui prend ses yeux et les met dans une petite boîte, ce qui lui permettra de pouvoir continuer à les interroger au-delà même de la mort. Ne serait-ce que pour les chapitres où cela est décrit, *Les yeux du père* serait l'un des très bons romans à avoir été publiés au Québec depuis belle lurette. Les cœurs trop saignants devraient s'abstenir toutefois parce que l'auteur ne fait, et c'est fort heureux, ni dans le compromis ni dans la compromission. Pour les autres, le rare plaisir de lecture est garanti.

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Guy Lalancette, *Les Yeux du père*, Montréal, VLB éditeur, 2001

Noam Chomsky

La guerre comme politique étrangère des États-Unis

Revenant sur la guerre comme chemin pris par le capitalisme pour s'imposer au monde, ce recueil nous invite à lutter contre un système qui aggrave les inégalités devant le droit et l'économie

préface de Jean Bricmont



De la guerre comme politique • 208 pages, 19,95\$ taxe incluse! Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal
(Québec) H2H 1V0

Je règle par: ☐ Mandat ☐ Chèque

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

En vente dans toutes les librairies, 22,95\$ + tx
TPS: 143635464

